

Art. 7. De toelage is vastgesteld op 8 000 BEF per hectare van werkelijke uitgedunde bestanden. Zij mag niet meer dan 40 000 BEF per aanvraag bedragen. Zij wordt vereffend overeenkomstig de oppervlakte op voorwaarde dat het hameren van de bomen uitgevoerd is volgens één van de twee volgende formules :

1° hetzij door de eigenaar zelf, door bloed- of aanverwanten tot en met de derde graad;

2° hetzij door een deskundige of een zelfstandige technicus, met voorlegging van een factuur voor de verstrekte diensten.

In de landelijke zones die in aanmerking komen om recht te hebben op een steunregeling van de Europese Gemeenschappen als doelstelling nr. 1 en als doelstelling nr. 5B, zoals omschreven bij Verordening (EEG) nr. 2081/93 van de Raad van 20 juli 1993 tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 2052/88 betreffende de taken van de Fondsen met structurele strekking, hun doeltreffendheid alsmede de coördinatie van hun bijstandsverlening onderling en met die van de Europese Investeringsbank en de andere bestaande financieringsinstrumenten, is de toelage vastgesteld op 12 000 BEF per hectare van werkelijk gedunde bestanden. In dit laatste geval mag zij niet meer dan 60 000 BEF per aanvraag bedragen. Zij wordt vereffend overeenkomstig de werkelijk gedunde oppervlakte gelegen in een landelijke zone die in aanmerking komt voor doelstelling nr. 5B of voor doelstelling nr. 1.

Art. 8. Wanneer een eigenaar of een beheerder een gezamenlijk dossier indient voor ten minste drie rechthebbenden met afzonderlijke rekeningen wordt een bijkomend bedrag van 2 000 BEF per persoon toegekend. In dat geval moeten de betrokken bestanden zich in een straal van 10 km bevinden. Dit supplement kan eventueel de in artikel 7 bedoelde begrenzing met een gelijk bedrag verruimen.

Art. 9. De toelage wordt enkel toegekend als :

1° de aanvrager de in artikel 6 bedoelde principiële beslissing vóór het kappen heeft ontvangen;

2° de dunning ten laatste in de loop van het jaar na de datum van de principiële beslissing is beëindigd.

Bij middel van een aan de directeur van het Centrum gerichte brief geeft de aanvrager hem kennis van het einde van de kappingswerken, alsook van het aantal geveld (groene) stammen.

De toelage wordt slechts vereffend na controle van de uitvoering der werken door de directeur van het Centrum of door zijn afgevaardigde en, eventueel, op grond van de voorlegging van de eensluidend verklaarde copïes van gekwiteerde facturen en/of van de loonfiches door de aanvrager.

Art. 10. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 september 1992 betreffende de toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de dunning in loofboom- en naaldboombestanden is opgeheven.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Artikel 7, 2e lid, is evenwel van toepassing tot 1 augustus 1999.

Art. 12. De Minister, tot wiens bevoegdheden de bossen behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 17 november 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 95 — 265

[C — WIN — I — 27039]

17 NOVEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour la régénération d'espèces feuillues et résineuses

Le Gouvernement wallon,

Vu le Traité du 25 mars 1957 instaurant la Communauté économique européenne, signé à Rome et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 42 et 43,

Vu le Règlement (CEE) n° 2081/93 du Conseil du 20 juillet 1993 modifiant le Règlement (CEE) n° 2052(88) concernant les missions des fonds à finalité structurelle, leur efficacité ainsi que la coordination de leurs interventions entre elles et celles de la Banque européenne d'Investissement et des autres instruments financiers,

Vu le Règlement (CEE) n° 2086/92 du Conseil du 30 juin 1992, instituant un régime communautaire d'aides aux mesures forestières en agriculture,

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, notamment le titre XIV "des subventions de la Région wallonne" inséré par le décret du 17 décembre 1992,

Vu l'accord du Ministre du Budget,

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980,

Vu l'urgence motivée par la nécessité d'exécuter sans délai les décisions prises par l'Union européenne.

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Dans les limites des crédits budgétaires, la Région wallonne attribue une subvention à la régénération naturelle ou artificielle d'espèces feuillues et résineuses.

Les personnes de droit public de nationalité étrangère sont assimilées à des propriétaires particuliers et peuvent bénéficier de la subvention pour des parcelles situées en Région wallonne.

La subvention est accordée au propriétaire de terrains situés en Région wallonne ou au titulaire, sur de tels biens, d'un droit réel en emportant l'usage.

Ne donne pas lieu à l'octroi de la subvention, la régénération de terrains qui sont soumis au régime forestier, de terrains dont la gestion fait l'objet d'une convention passée avec la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région wallonne, de terrains appartenant à des personnes de droit public de nationalité belge, ou des terrains agricoles exploités en faire valoir indirect. Par ailleurs, la plantation de haies brise-vent et d'alignements ne fait pas l'objet du présent arrêté.

Art. 2. La subvention est octroyée aux conditions suivantes :

- l'espèce régénérée est mentionnée dans la liste des espèces subventionnées établie à l'article 8;
- l'espèce régénérée doit être adaptée à la station. Les essences figurant à l'article 8 qui, si l'on suit le "Fichier écologique des essences" édité par le Ministère de la Région wallonne seraient exclues du secteur considéré, ne peuvent être subsidiées. Il en est de même en cas de drainage de la station concernée;
- en cas de régénération artificielle, les plants sont de provenance recommandable. Les provenances belges et étrangères sont mentionnées au Dictionnaire des Provenances édité par la Division de la Nature et des Forêts. Si pour une espèce, il n'existe pas ou plus de provenance recommandable ou si les plants ont été obtenus par reproduction végétative, une dérogation pourra être accordée par la Division de la Nature et des Forêts;
- la régénération porte sur une superficie d'au moins 50 ares d'un seul tenant, toutefois, pour les feuillus, la superficie minimale de 50 ares peut être divisée en plusieurs parcelles de 10 ares minimum pour l'établissement de cordons feuillus ou si les conditions sylvicoles l'exigent. La subvention est limitée à un maximum de 10 hectares par an et par bénéficiaire;
- en ce qui concerne les terres agricoles au sens des plans de secteur, la surface minimale à boiser est fixée à 1 hectare, lorsque les terres n'ont pas au moins 1/4 de leur périmètre contigu à un boisement existant;
- en cas de régénération artificielle, les nombres minimum et maximum de plants par are sont mentionnés à l'article 8;
- la régénération artificielle est terminée au plus tard deux saisons de végétation après la demande;
- la régénération naturelle n'est pas âgée de plus de dix ans par rapport à la date d'introduction de la demande;
- le demandeur notifie au directeur du Centre la fin des travaux de régénération dans le mois qui suit;
- l'agriculteur sollicitant la subvention pour le boisement de terres agricoles au sens des plans de secteur doit avoir procédé à une production agricole régulière sur ces terres ayant contribué à la formation des revenus de l'exploitant de ces terres. Il ne peut avoir abandonné une telle production avant le 31 juillet 1992. Il doit par ailleurs s'engager à rester dans la profession pendant dix ans;
- le demandeur s'engage à maintenir l'état boisé pendant vingt ans à peine de remboursement de la somme réajustée sur base de l'indice des prix à la consommation, l'indice de départ étant celui valable à la date du paiement de la subvention par la Région wallonne. En cas de vente, le demandeur s'engage à faire figurer dans l'acte de vente une clause obligeant l'acquéreur à respecter le maintien de l'état boisé pendant vingt ans à partir de l'octroi de la subvention.

Art. 3. Toute demande de subvention est adressée au directeur du Centre de la Division Nature et Forêts où se trouve la propriété ou, le cas échéant, la plus grande partie de celle-ci. La demande indique les nom, prénoms, et adresse du bénéficiaire en indiquant la nature du droit réel et éventuellement de son mandataire.

Elle est accompagnée

- d'un extrait de plan cadastral sur lequel sur lequel les parcelles ou parties où se trouvent les peuplements pour lesquels la subvention est sollicitée sont entourées d'un trait rouge;
 - d'un extrait de la matrice cadastrale;
 - d'un extrait de carte topographique au 1/10 000 ou 1/25 000 sur laquelle sont entourées d'un trait rouge la ou les parcelles concernées;
 - des renseignements suivants pour chaque parcelle à régénérer :
 - 1° la surface par espèce ou ensemble d'espèces;
 - 2° la ou les espèces à régénérer;
 - 3° en cas de régénération artificielle, l'écartement;
 - d'un devis renseignant entre autres le coût (T.V.A.C) des travaux préparatoires, des plants, de la plantation et des entretiens;
 - pour les agriculteurs à titre principal, de la demande d'aide destinée à compenser la perte de revenu découlant du boisement des surfaces agricoles.
- Un accusé de réception est adressé au demandeur dans les quinze jours.
- Pour bénéficiaire de la subvention spécifique aux objectifs 1 et 5B, le dossier de demande devra être introduit avant le 1er août 1999.

Art. 4. Il ne peut être introduit qu'une demande par bénéficiaire et par année civile. En cas d'indivision, c'est cette dernière qui est considérée comme bénéficiaire et non pas chacun des co-propriétaires. Chaque demande peut inclure une ou plusieurs parcelles.

Art. 5. Du seul fait de l'introduction de sa demande, le demandeur autorise le personnel de la Division de la Nature et des Forêts à visiter les lieux et à recourir sur le terrain au mode de contrôle approprié, après avertissement du bénéficiaire.

En cas de refus ou d'obstacles posés par le demandeur à l'application du présent article, la subvention lui est refusée.

Art. 6. La Division de la Nature et des Forêts décide de l'agrément de la demande dans les soixante jours à dater de la réception du dossier complet, après vérification sur place par le directeur du Centre ou son délégué. Les travaux, pour être subsidiés, ne peuvent débuter qu'après notification de cet agrément.

Le demandeur peut introduire par pli recommandé à la poste un recours auprès de l'inspecteur général de la Division de la Nature et des Forêts contre la décision de refus d'agrément ou en cas d'absence de décision du directeur du Centre endéans le délai prévu. L'inspecteur général de la Division de la Nature et des Forêts dispose de soixante jours pour adresser notification de la décision au demandeur, par pli recommandé à la poste. A défaut, la décision est réputée favorable.

Art. 7. § 1er. En cas de régénération artificielle, la subvention sera liquidée en 2 tranches :

- la 1re tranche correspondra à 50 % du montant forfaitaire prévu à l'article 10, § 3 et § 4, après réception des factures d'achat de plants et des attestations de certification officielle, relatives aux provenances;
- la 2e tranche correspondra à la différence entre le total des factures et/ou des fiches de salaires éventuellement plafonnées conformément à l'article 10 et le montant versé en tant que 1ère tranche.

Cette 2e tranche sera liquidée après vérification par le directeur du Centre ou son délégué de l'exécution des travaux et sur présentation des copies des factures acquittées et/ou des fiches de salaires certifiées conformes par le demandeur et d'un bordereau récapitulatif.

Elle sera opérée après vérification entre le 1er juin et le 30 septembre de la deuxième année de végétation suivant la fin des travaux si :

- en cas de régénération artificielle, le taux de reprise atteint au moins le minimum figurant à l'article 8. En vue d'atteindre ce taux de reprise, la liquidation de la 2e tranche pourra être reportée d'un an;

- la parcelle régénérée est en bon état de végétation et suffisamment dégagée que pour présenter de sérieuses garanties d'avenir.

Les subventions aux travaux de régénération réalisés par les agriculteurs à titre principal et sur les terres agricoles qu'ils occupent peuvent être liquidées sur base d'un forfait repris à l'article 10, sauf pour les plants pour lesquels des factures sont exigées.

§ 2. En cas de régénération naturelle, la subvention sera liquidée en une seule fois conformément aux conditions reprises ci-dessus pour le paiement de la 2e tranche et si 60 % de la surface est couverte de semis, la densité correspondant aux normes exigées en plantation. Pour une régénération naturelle acquise, la liquidation pourra être opérée après vérification dans l'année de végétation.

Art. 8. Le tableau ci-après reprend les espèces subventionnées et pour chacune d'entre elles les nombres minima et maxima de plants imposés par are.

Toutefois, le nombre minimum de plants peut être réduit, avec l'accord et selon les prescriptions de la Division de la Nature et des Forêts, notamment si les plants possèdent une qualité génétique exceptionnelle ou si des protections individuelles le justifient.

Tableau — Espèces feuillues subventionnées

	Nom	Nombre de plants/are	
		Min	Max
Alisier torminal	<i>Sorbus torminalis</i>	1	6
Aulne glutineux	<i>Alnus glutinosa</i>	10	20
Bouleau pubescent	<i>Betula pubescens</i>	10	20
Bouleau verruqueux	<i>Betula pendula</i>	10	20
Caryers	<i>Carya sp</i>	1	6
Charme commun	<i>Carpinus betulus</i>	10	25
Châtaignier	<i>Castanea sativa</i>	10	25
Chêne pédonculé	<i>Quercus robur</i>	10	25
Chêne rouge	<i>Quercus rubra</i>	10	25
Chêne rouvre	<i>Quercus petraea</i>	10	25
Erable sycomore	<i>Acer pseudoplatanus</i>	10	20
Frêne commun	<i>Fraxinus excelsior</i>	10	20
Hêtre commun	<i>Fagus sylvatica</i>	16	33
Merisier	<i>Prunus avium</i>	10	20
Noyer commun	<i>Juglans regia</i>	1	6
Noyer hybride	<i>Juglans intermedia</i>	1	6
Noyer noir	<i>Juglans nigra</i>	1	6
Peuplier grisard	<i>Populus canescens</i>	2	7
Peuplier tremble	<i>Populus tremula</i>	2	7
Peupliers euraméricains	<i>Populus euramericana</i>	1	2
Peupliers interaméricains (1)	<i>Populus interamericana</i>	1	2
Robinier faux acacia	<i>Robinia pseudacacia</i>	10	20
Saule blanc	<i>Salix alba</i>	10	20
Tilleul à grandes feuilles	<i>Tilia platyphyllos</i>	10	20
Tilleul à petites feuilles	<i>Tilia cordata</i>	10	20
Tulipier de Virginie	<i>Liriodendron tulipifera</i>	1	6

(1) Y compris les trichocarpa

Tableau — Espèces résineuses subventionnées

Nom	Nombre de plants/are	
	Min	Max
Douglas vert	10	20
Epicéa commun	10	20
Epicéa de Sitka	10	20
Mélèze d'Europe	10	20
Mélèze du Japon	6	20
Mélèze hybride	6	20
Pin de Koekelare	16	25
Pin laricio de Corse	16	25
Pin noir d'Autriche	16	25
Pin sylvestre	16	25
Sapin de Vancouver	10	20
Sapin noble	16	25
Sapin pectiné	16	25
Thuya géant	16	20
Tsuga	16	20

Art. 9. Pour des raisons culturelles ou d'amélioration de la biodiversité, les régénérations naturelles ou artificielles d'espèces indigènes non reprises à l'article 8 sont subsidiables aux montants prévus pour les autres feuillus conformément à l'article 10, § 2 et § 3. Toutefois le subside ne sera accordé que pour un maximum de 20 % du nombre total des plants de la régénération des essences principales.

Ces régénérations ne seront prises en considération que si elles correspondent aux conditions édaphiques et climatiques locales définies par la Division de la Nature et des Forêts.

Art. 10. § 1er. Les types de travaux subventionnables tant pour les feuillus que pour les résineux sont les suivants :

- la préparation du terrain avant plantation ou régénération naturelle;
- l'achat des plants, y compris le transport et la mise en jauge;
- la plantation;
- la protection contre le gibier;
- le regarnissage (plants et plantations);
- le dépressage;
- les premiers dégagements mécaniques ou manuels à l'exclusion des dégagements chimiques.

§ 2. Le montant maximal par hectare des subventions par travaux pris en compte à concurrence des factures fournies se présente comme suit :

Travaux subventionnables	Chênes indigènes et hêtre	Autres feuillus et résineux
Préparation terrain	18 000	10 000
Plants	35 000	20 000
Plantation	20 000	15 000
Protection gibier	28 000	16 000
Regarnissage	9 000	5 000
Par dégagement	17 000	10 000
Dépressage	20 000	12 000

§ 3. Le montant total de la subvention est plafonné à :

75 000 F/ha pour les chênes indigènes et le hêtre;

40 000 F/ha pour les autres feuillus y compris les espèces à vocation culturelle, à l'exception des peupliers inter- et euraméricains;

10 000 F/ha pour les peupliers inter- et euraméricains, ainsi que pour les résineux.

Dans le cas d'une régénération en résineux, 10 % au moins de l'étendue devront être régénérés en feuillus, sous forme de lignes, de bandes ou de groupes. Ces feuillus seront subventionnés au taux qui leur est propre.

§ 4. Les montants maximaux établis au § 3 sont augmentés de 5 000 F/ha dans les 2 cas cumulables suivants :

a) plantation d'une provenance recommandable belge sauf en ce qui concerne les peupliers inter- et euraméricains;

b) soit sur les terrains non agricoles situés dans les zones rurales éligibles pour bénéficier de l'aide des Communautés européennes au titre de l'objectif n° 5B ou sur les terrains non agricoles repris dans le territoire pouvant bénéficier de l'objectif 1, tels que définis par le Règlement CEE n° 2081/93 du Conseil du 20 juillet 1993 modifiant le Règlement CEE n° 2052/88 concernant les missions des fonds à finalité structurelle, leur efficacité ainsi que la coordination de leurs interventions entre elles et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers;

soit, si le boisement est consécutif à une opération de remembrement conformément à la loi du 22 juillet 1970 ou à la loi du 12 juillet 1976 en vue d'agrandir des massifs boisés existants.

§ 5. Lorsqu'un propriétaire ou un gestionnaire introduit un dossier groupé pour au moins 3 bénéficiaires, les comptes de ceux-ci restant individualisés, un supplément de 2 000 francs par bénéficiaire sera octroyé. Dans ce cas, les peuplements concernés devront être localisés dans un rayon de 10 km. Le supplément peut, le cas échéant, augmenter d'autant les plafonds visés aux § 3 et § 4 du présent article.

§ 6. La subvention ne peut pas être calculée sur un montant supérieur au devis annexé à la demande.

Art. 11. Pour des opérations de même nature, le présent arrêté n'est pas cumulable avec d'autres régimes d'aides existants.

Art. 12. Pour le boisement des terres agricoles, les demandes de subventions ne sont accordées qu'après l'entrée en vigueur de l'arrêté d'application de l'article 41 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, modifié par décret du 30 juillet 1992, stipulant que l'acte de botser est soumis à permis de bâtir.

Art. 13. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour la régénération d'espèces feuillues est abrogé.

Art. 14. § 1er. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Cependant, l'article 10, § 4, b), 1er alinéa produit ses effets jusqu'au 1er août 1999.

Art. 15. Le Ministre qui a les forêts dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 17 novembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 95 — 265

[C — WIN — I — 27039]

17. NOVEMBER 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Regeneration von Laub- und Nadelbäumen

Aufgrund des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, unterzeichnet in Rom und gebilligt durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957, insbesondere der Artikel 42 und 43;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2081/93 des Rates vom 20. Juli 1993 zur Abänderung der Verordnung (EWG) Nr. 2052(88) über Aufgaben und Effizienz der Strukturfonds und über die Koordinierung ihrer Interventionen untereinander sowie mit jenen der Europäischen Entwicklungsbank und der anderen vorhandenen Finanzinstrumente;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2080/92 des Rates vom 30. Juni 1992 zur Einführung einer gemeinschaftlichen Beihilferegelung für Aufforstungsmaßnahmen in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, insbesondere des Titels XIV "Zuschüsse der Wallonischen Region", eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 1992;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1993 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Notwendigkeit begründet wird, die Beschlüsse der Europäischen Union unverzüglich auszuführen;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung

Artikel 1. Im Rahmen der Haushaltsmittel gewährt die Wallonische Region einen Zuschuß für die natürliche oder künstliche Regeneration von Laub- und Nadelbäumen.

Die öffentlich-rechtlichen Personen ausländischer Staatsangehörigkeit werden den Privateigentümern gleichgestellt und können den Zuschuß für die in der Wallonischen Region gelegenen Parzellen erhalten.

Der Zuschuß wird dem Eigentümer von in der Wallonischen Region gelegenen Grundstücken oder dem Inhaber eines dinglichen Rechts an solchen Gütern, das das Nutzungsrecht daran mit sich bringt, gewährt.

Der Zuschuß wird nicht gewährt für die Regeneration von Grundstücken, die der Forstordnung unterliegen, von Grundstücken, deren Nutzung Gegenstand einer mit der Abteilung Natur und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Region getroffenen Vereinbarung ist, von Grundstücken, die öffentlich-rechtlichen Personen belgischer Staatsangehörigkeit gehören, oder von in nicht in Eigenbewirtschaftung genutzten landwirtschaftlichen Grundstücken. Zudem ist die Anpflanzung von Windschutzhecken und Baumreihen nicht Gegenstand des vorliegenden Erlasses.

Art. 2. Der Zuschuß wird unter folgenden Bedingungen gewährt :

- die regenerierte Baumart wird in der in Artikel 8 angeführten Liste der bezuschußten Baumarten erwähnt;
- die regenerierte Baumart muß an die Station angepaßt sein. Die in Artikel 8 angeführten Baumarten, die bei Berücksichtigung der vom Ministerium der Wallonischen Region herausgegebenen "Ökologischen Datei der Baumarten" von dem betreffenden Bereich ausgeschlossen würden, können nicht bezuschußt werden. Dies gilt ebenfalls bei einer Entwässerung der betreffenden Station;
- bei einer künstlichen Regeneration muß das Pflanzengut empfehlenswerter Herkunft sein. Die belgischen und ausländischen Herkünfte sind in dem von der Abteilung Natur und Forstwesen herausgegebenen Lexikon der Herkünfte aufgeführt. Wenn es für eine Baumart keine empfehlenswerte Herkunft gibt bzw. mehr gibt oder wenn das Pflanzengut aus vegetativer Fortpflanzung stammt, kann die Abteilung Natur und Forstwesen eine Abweichung gewähren;
- die Regeneration bezieht sich auf eine zusammenhängende Fläche von mindestens 50 Ar. Bei Laubwald kann die Mindestfläche von 50 Ar jedoch in mehrere Parzellen von mindestens 10 Ar aufgeteilt werden, wenn Reihen von Laubbäumen angepflanzt werden sollen oder wenn die waldbaulichen Verhältnisse dies erfordern. Der Zuschuß ist auf eine Höchstfläche von 10 Hektar pro Jahr und pro Empfänger begrenzt;
- für die landwirtschaftlichen Flächen im Sinne der Sektorenpläne wird die zu bepfanzende Mindestfläche auf 1 Hektar festgelegt, wenn nicht wenigstens 1/4 ihres Perimeters an eine bestehende Pflanzung grenzt;
- für die künstliche Regeneration ist die Mindest- und die Höchstanzahl Jungpflanzen pro Ar in Artikel 8 erwähnt;
- die künstliche Regeneration wird spätestens zwei Wachstumsperioden nach Antragstellung beendet;
- die natürliche Regeneration darf nicht mehr als zehn Jahre vor dem Eingangsdatum des Antrags zurückliegen;
- der Antragsteller informiert den Direktor des Zentrums über den Abschluß der Regenerationsarbeiten innerhalb des darauffolgenden Monats;
- der Landwirt, der eine Subvention für die Anpflanzung von landwirtschaftlichen Flächen im Sinne der Sektorenpläne beantragt, ist verpflichtet, auf diesen Flächen eine regelmäßige landwirtschaftliche Produktion durchgeführt zu haben, die für den Betreiber zu einem Einkommen geführt hat. Er darf eine derartige Produktion nicht vor dem 31. Juli 1992 aufgeben haben. Er muß sich zudem verpflichten, seinen Beruf während zehn weiteren Jahren ausüben;
- der Antragsteller verpflichtet sich, diese Anpflanzung während zwanzig Jahren bestehen zu lassen, vorbehaltlich der Rückerstattung der aufgrund des Index der Verbraucherpreise angepaßten Summe, wobei als Grundindex der Index gilt, der zum Zeitpunkt der Zahlung der Subvention durch die Wallonische Region gültig war. Im Fall eines Verkaufs verpflichtet der Antragsteller sich, in den Verkaufsvertrag eine Klausel einzutragen, durch die der Käufer verpflichtet wird, diese Anpflanzung während zwanzig Jahren ab dem Datum der Gewährung einer Subvention bestehen zu lassen.

Art. 3. Jeder Antrag auf Zuschuß wird an den Direktor des Zentrums der Abteilung Natur und Forstwesen gerichtet, wo der Besitz bzw. der größte Teil davon gelegen ist. In diesem Antrag wird der Name, Vorname und die Anschrift des Empfängers vermerkt, sowie die Art des dinglichen Rechts oder gegebenenfalls der Name, Vorname und die Anschrift seines Bevollmächtigten.

Dem Antrag wird folgendes beigelegt :

- ein Auszug aus dem Katasterplan, auf dem die Parzellen bzw. die Teile von Parzellen, wo die Anpflanzungen, für die eine Subvention beantragt wird, sich befinden, rot eingekreist sind;
 - ein Auszug aus der Katasterstammrolle;
 - ein Auszug aus einer topographischen Karte im Maßstab 1/10 000 oder 1/25 000, auf der die betreffende(n) Parzelle(n) rot eingekreist sind;
 - nachstehende Auskünfte für jede zu regenerierende Parzelle :
 - 1° der Flächeninhalt pro Baumart bzw. Gruppe von Baumarten;
 - 2° die zu regenerierende(n) Baumart(en);
 - 3° im Fall einer künstlichen Regeneration, der Abstand;
 - ein Kostenanschlag, in dem unter anderem die Kosten (einschließlich MWSt.) für die Vorarbeiten, das Pflanzengut, die Anpflanzung und den Unterhalt, angegeben sind;
 - für die hauptberuflichen Landwirte, der Antrag einer Unterstützung, um den Einkommensverlust auszugleichen, der aus der Anpflanzung der landwirtschaftlichen Flächen entsteht.
- Dem Antragsteller wird innerhalb von zwei Wochen eine Empfangsbestätigung zugestellt.
- Um in den Genuß der spezifischen Subvention für die als Ziel Nr. 1 und Nr. 5B ausgewiesenen Zonen gelangen zu können, ist der Antrag vor dem 1. August 1999 zu stellen.

Art. 4. Es darf nur ein Antrag pro Empfänger und pro Kalenderjahr eingereicht werden. Im Falle einer Unteilbarkeit wird die ungeteilte Rechtsgemeinschaft als Empfänger betrachtet, und nicht jeder der Miteigentümer. Jeder Antrag kann eine oder mehrere Parzellen einbeziehen.

Art. 5. Durch die alleinige Einreichung seines Antrags erlaubt der Antragsteller dem Personal der Abteilung Natur und Forstwesen das Gelände zu besichtigen und nach Benachrichtigung des Empfängers das geeignete Kontrollverfahren an Ort und Stelle anzuwenden.

Wenn der Antragsteller die Anwendung des vorliegenden Artikels verweigert oder sich ihr widersetzt, wird ihm der Zuschuß verweigert.

Art. 6. Die Abteilung Natur und Forstwesen entscheidet über die Zulassung des Antrags binnen sechzig Tagen nach Eingang der vollständigen Antragsakte und nach Überprüfung vor Ort durch den Direktor des Zentrums oder seinen Stellvertreter. Damit die Arbeiten bezuschußbar sind, dürfen sie erst nach Notifizierung dieser Zulassung in die Wege geleitet werden.

Der Antragsteller ist berechtigt, mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief bei dem Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen gegen die Verweigerung der Zulassung oder gegen die Tatsache, daß der Direktor des Zentrums innerhalb der vorgesehenen Frist keine Entscheidung getroffen hat, eine Berufung einzulegen. Der Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen verfügt über sechzig Tage, um dem Antragsteller seine Entscheidung mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitzuteilen. Wird während diesen sechzig Tagen keine Entscheidung mitgeteilt, so gilt diese als positiv.

Art. 7. § 1. Bei der künstlichen Regeneration wird der Zuschuß in zwei Teilbeträgen ausgezahlt :

— der erste Teilbetrag entspricht 50 % des in Artikel 10, § 3 und 4, vorgesehenen Pauschalbetrags und wird nach Eingang der Rechnungen für den Ankauf von Pflanzengut und der offiziellen Bescheinigungen über dessen Herkunft ausgezahlt.

— der zweite Teilbetrag entspricht dem Unterschied zwischen dem Gesamtbetrag der Rechnungen und/oder der möglicherweise gemäß Artikel 10 auf einen Höchstbetrag begrenzten Lohnzettel einerseits und dem als erster Teilbetrag gezahlten Betrag andererseits.

Dieser zweite Teilbetrag wird nach Überprüfung der Ausführung der Arbeiten durch den Direktor des Zentrums oder durch seinen Stellvertreter ausgezahlt, und nach Vorlegung der Abschriften der beglichenen Rechnungen und/oder durch den Antragsteller beglaubigten Lohnzettel sowie einer zusammenfassenden Aufstellung.

Diese Auszahlung erfolgt nach einer zwischen dem 1. Juni und dem 30. September des zweiten Vegetationsjahres nach Abschluß der Arbeiten durchgeführten Überprüfung, wenn :

— bei der künstlichen Regeneration die Anwurzelung mindestens den in Artikel 8 genannten Satz erreicht. Um diesen Anwurzelungssatz zu erreichen, besteht die Möglichkeit, die Auszahlung des zweiten Teilbetrags um ein Jahr auszusetzen;

— die regenerierte Parzelle sich in einem guten Vegetationszustand befindet und ausreichend freisteht, um gute Zukunftsaussichten zu gewährleisten.

Die Subventionen für die von hauptberuflichen Landwirten auf den von ihnen bewirtschafteten Flächen durchgeführten Regenerationsarbeiten können unter Berücksichtigung einer in Artikel 10 angeführten Pauschale ausgezahlt werden, abgesehen von dem Pflanzengut, für das Rechnungen verlangt werden.

§ 2. Bei der natürlichen Regeneration wird der Zuschuß in einem Mal ausgezahlt, gemäß den für die vorgenannte Auszahlung des zweiten Teilbetrags angeführten Bestimmungen und wenn 60 % der Fläche angepflanzt wurden. Dieser Prozentsatz entspricht den für die Anpflanzung verlangten Normen. Bei einer bereits erreichten natürlichen Regeneration kann die Auszahlung nach Überprüfung im Laufe des Vegetationsjahres durchgeführt werden.

Art. 8. Die nachstehende Tabelle führt die bezuschußten Arten an, sowie für jede dieser Arten die Mindest- und Höchstanzahl Jungpflanzen die pro Ar zu pflanzen sind.

Die Mindestanzahl Jungpflanzen kann jedoch im Einverständnis mit der Abteilung Natur und Forstwesen und gemäß deren Vorschriften verringert werden, wenn sie von außergewöhnlicher genetischer Qualität sind oder individuelle Schutzmaßnahmen dies rechtfertigen.

Tabelle -- Subventionierte Laubbaumarten

Name	Anzahl von Jungpflanzen je Ar	
	Min	Max
Elsbeerbaum	1	6
Schwarzerle	10	20
Moorbirke	10	20
Weißbirke	10	20
Hickorybaum	1	6
Weißbuche	10	25
Edelkastanie	10	25
Stieleiche	10	25
Roteiche	10	25
Wintereiche	10	25
Bergahorn	10	20
Esche	10	20
Rotbuche	16	33
Süßkirsche	10	20
Gemeiner Walnußbaum	1	6
Hybridwalnußbaum	1	6
Schwarzer Walnußbaum	1	6
Graupappel	2	7
Zitterpappel	2	7

Tabelle — Subventionierte Laubbaumarten

Name	Anzahl von Jungpflanzen je Ar	
	Min	Max
Euramerikanische Pappel	1	2
Interamerikanische Pappel (1)	1	2
Scheinakazie	10	20
Silberweide	10	20
Sommerlinde	10	20
Winterlinde	10	20
Tulpenbaum	1	6

(1) Einschließlich *Trichocarpa*

Tabelle — Subventionierte Nadelbaumarten

Name	Anzahl von Jungpflanzen je Ar	
	Min	Max
Douglasie	10	20
Fichte	10	20
Sitkafichte	10	20
Europäische Lärche	6	20
Japanische Lärche	6	20
Hybridlärche	16	25
Koekelarekiefer	16	25
Korsische Kiefer	16	25
Schwarzkiefer	16	25
Gemeine Kiefer	10	20
Großtanne	16	25
Edeltanne	16	25
Weißtanne	16	20
Riesenlebensbaum	16	20
Kalifornische Hemlocktanne	16	20

Art. 9. Aus Gründen der Baumkultur und der Verbesserung der Biodiversität sind die natürlichen oder künstlichen Regenerationen von nicht in Artikel 8 angeführten heimischen Baumarten bezuschußbar in Höhe der Beträge, die gemäß Artikel 10, § 2 und 3, für die übrigen Laubbaumarten vorgesehen sind. Diese Bezuschußung wird jedoch für maximal 20 % der Gesamtanzahl der Jungpflanzen der Regeneration der wichtigsten Arten gewährt.

Diese Regenerationen werden ausschließlich berücksichtigt, wenn sie den von der Abteilung Natur und Forstwesen definierten lokalen bodenbedingten und klimatischen Bedingungen entsprechen.

Art. 10. § 1. Folgende Arten von Arbeiten sind sowohl für die Laubbäume als auch für die Nadelbäume bezuschußbar :

- die Vorbereitung des Bodens vor der Anpflanzung oder der natürlichen Regeneration;
- der Ankauf von Jungpflanzen, einschließlich der Transport und die Aufbewahrung im Einschlag;
- die Anpflanzung;
- der Schutz gegen Wildschäden;
- die Wiederauffüllung (Jungpflanzen und Anpflanzungen);
- die Auflichtung;
- die ersten mechanischen oder manuellen Aufforstungen, mit Ausnahme der chemischen Aufforstungen.

§ 2. Der Höchstbetrag der Subventionen je Hektar für die berücksichtigten Arbeiten in Höhe der vorgelegten Rechnungen präsentiert sich folgendermaßen :

Subventionierbare Arbeiten	Einheimische Eiche und Buche	Sonstige Laub- und Nadelbäume
Vorbereitung des Bodens	18 000	10 000
Jungpflanzen	35 000	20 000
Anpflanzung	20 000	15 000
Schutz vor Wildschäden	28 000	16 000
Wiederauffüllung	9 000	5 000
Aufforstung	17 000	10 000
Auflichtung	20 000	12 000

§ 3. Der Höchstbetrag der Subvention wird auf folgende Summen begrenzt :

75 000 BEF/Hektar für einheimische Eiche und Buche;

40 000 BEF/Hektar für alle sonstigen Laubbaumarten, einschließlich der Anbauarten, mit Ausnahme der inter- und euramerikanischen Pappeln;

10 000 BEF/Hektar für die inter- und euramerikanischen Pappeln und Nadelhölzer.

Im Fall einer Regeneration von Nadelhölzern sind mindestens 10 % der Fläche mit Laubbäumen zu regenerieren und zwar in Linien, Streifen oder Gruppen. Diese Laubbäume sind zu dem für sie vorgesehenen Satz zu regenerieren.

§ 4. Die in Punkt 2 festgesetzten Höchstbeträge werden in den folgenden beiden kumulierbaren Fällen um 5 000 BEF/Hektar erhöht.

a) Anpflanzung von empfehlenswerter belgischer Herkunft, mit Ausnahme der inter- und euramerikanischen Pappeln;

b) entweder auf den nicht landwirtschaftlich genutzten Flächen, die in ländlichen Gebieten gelegen sind, die für eine Unterstützung der Europäischen Gemeinschaften im Rahmen von Ziel Nr. 5B in Frage kommen, oder auf nicht landwirtschaftlich genutzten Flächen, die in dem Gebiet gelegen sind, das als Ziel Nr. 1-Zone ausgewiesen ist, gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 2081/93 des Rates vom 20. Juli 1993 zur Abänderung der Verordnung (EWG) Nr. 2052(88) über Aufgaben und Effizienz der Strukturfonds und über die Koordinierung ihrer Interventionen untereinander sowie mit denen der Europäischen Entwicklungsbank und der anderen vorhandenen Finanzinstrumente;

oder wenn die Anpflanzung im Anschluß an eine gemäß des Gesetzes vom 22. Juli 1970 oder des Gesetzes vom 12. Juli 1976 ausgeführte Flurbereinigung durchgeführt wird, um die bestehenden bewaldeten Flächen zu vergrößern.

§ 5. Wenn ein Besitzer oder Verwalter einen gemeinsamen Antrag für mindestens 3 Besitzer einreicht, wobei deren Konten weiterhin getrennt verwaltet werden, werden pro Bezugsberechtigter zusätzlich 2 000 BEF gewährt. In diesem Fall müssen betroffenen Anpflanzungen in einem Umkreis von 10 Km gelegen sein. Die zusätzliche Summe kann ggf. die in § 3 und 4 des vorliegenden Artikels genannten Grenzbeträge um diese Summe erhöhen.

§ 6. Die Subvention darf nicht auf einen Betrag berechnet werden, der höher liegt, als jener, der auf dem Kostenvoranschlag, der dem Antrag beigelegt ist, vermerkt wurde.

Art. 11. Für Operationen gleicher Natur ist der vorliegende Erlaß nicht mit anderen Unterstützungsmaßnahmen kumulierbar.

Art. 12. Für die Bewaldung von landwirtschaftlichen Flächen wird den Anträgen auf Subventionen erst nach dem Inkrafttreten von Artikel 41 des Wallonischen Gesetzbuches der Raumordnung, des Urbanismus und des Erbguts, abgeändert durch das Dekret vom 30. Juli 1992, dem zufolge eine Bewaldungsmaßnahme einer Baugenehmigung unterliegt, stattgegeben.

Art. 13. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Juli 1991 über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Regeneration von Laubbäumen wird aufgehoben.

Art. 14. § 1. Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

§ 2. Artikel 1G, § 4, 4, b), erster Absatz, bleibt jedoch bis zum 1. August 1999 wirksam.

Art. 15. Der Minister, zu dessen Zuständigkeit die Wälder gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beschäftigt.

Namur, den 17. November 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

N. 95 — 265

[C — WIN — I — 27039]

**17 NOVEMBER 1994.— Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van een toelage
aan privé-eigenaars voor de verjonging van loofboom- en naaldboomsoorten**

De Waalse Regering,

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, gesloten te Rome, en goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op artikelen 42 en 43;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 2081/93 van de Raad van 20 juli 1993 tot wijziging van de Verordening (EEG) nr. 2052/88 betreffende de taken van de Fondsen met structurele strekking, hun doeltreffendheid alsmede de coördinatie van hun bijstandsverlening onderling en met die van de Europese Investeringsbank en de andere bestaande financieringsinstrumenten;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 2080/93 van de Raad van 30 juni 1992 tot instelling van een communautaire steunregeling voor bosbouwmaatregelen in de landbouw;

Gelet op de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, inzonderheid op titel XIV "toelagen van het Waalse Gewest", erin gevoegd bij het decreet van 17 december 1992;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gerechtvaardigd door de noodzaak de door de Europese Unie genomen beslissingen onverwijld uit te voeren;

Op de voordracht van de Minister van Lefmihieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kent het Waalse Gewest een toelage toe voor de natuurlijke of kunstmatige verjonging van loofboom- en naaldboomsoorten.

De publiekrechtelijke personen van vreemde nationaliteit worden gelijkgesteld met privé-eigenaars en kunnen de toelage genieten voor in het Waalse Gewest gelegen percelen.

De toelage wordt toegekend aan de eigenaar van in het Waalse Gewest gelegen terreinen of aan de titularis van een zakelijk recht dat het gebruik van zulke goederen tot gevolg heeft.

De verjonging van terreinen onder bosregeling, van terreinen waarvan het beheer het onderwerp is van een overeenkomst met de afdeling Natuur en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest, van terreinen van Belgische publiekrechtelijke personen of van landbouwgronden uitgebaat met onrechtstreekse inkomen geeft geen recht op een toelage. Dit besluit slaat echter niet op het planten van hagen als windsingel of van bomen in een rij.

Art. 2. De toelage wordt toegekend onder volgende voorwaarden :

— het verjongd soort is vermeld in de in artikel 8 opgestelde lijst van gesubsidieerde boomsoorten;

— het verjongd soort moet aangepast zijn aan het station. De in artikel 8 vermelde soorten, die volgens de door het Ministerie van het Waalse Gewest uitgegeven "Fichier écologique des essences" zouden uitgesloten zijn van de betrokken sector, kunnen niet gesubsidieerd worden. Hetzelfde geldt voor de afwatering van het betrokken station;

— in geval van kunstmatige verjonging moeten de planten van betrouwbare herkomst zijn. De Belgische en de vreemde herkomsten zijn opgenomen in de "Dictionnaire des provenances" uitgegeven door de afdeling Natuur en Bossen. Indien er voor een boomsoort geen betrouwbare herkomst (meer) bestaat of indien de planten het resultaat zijn van een vegetatieve vermeerdering, kan een vrijstelling door de afdeling Natuur en Bossen worden toegekend;

— de verjonging vindt plaats over een oppervlakte van minstens 50 ares uit een stuk, de minimum oppervlakte van 50 ares kan echter verdeeld worden in meerdere percelen van minimum 10 ares voor de aanleg van rijen loofbomen of indien het door de bosbouwkundige toestand geëist is. De toelage is beperkt tot maximum 10 hectares per jaar en per rechthebbende;

— wat betreft de landbouwgronden in de zin van de gewestplannen is de minimale te bebossen oppervlakte vastgesteld op 1 hectare wanneer ten minste 1/4de van de omtrek van deze terreinen niet langs een bestaande bebossing ligt;

— bij kunstmatige verjonging wordt het minimaal en maximaal aantal planten per are in artikel 8 vermeld;

— de kunstmatige verjonging eindigt ten laatste twee vegetatieperiodes na de aanvraag;

— de natuurlijke verjonging is niet ouder dan 10 jaar t.o.v. de datum van de aanvraagindiening;

— de aanvrager stelt de directeur van het Centrum in kennis van het einde van de verjongingswerken binnen de volgende maand;

— de landbouwer die een toelage vraagt voor de bebossing van landbouwgronden in de zin van de gewestplannen moet een regelmatige agrarische productie op deze gronden gehad hebben die bijgedragen heeft tot de samenstelling van de inkomens van de uitbater van deze gronden. Hij mag niet afgezien hebben van een dergelijke productie vóór 31 juli 1992. Hij moet zich bovendien verbinden om in het beroep te blijven tijdens tien jaar;

— de aanvrager verbindt zich ertoe de beboste toestand te behouden tijdens twintig jaar op straffe van de terugbetaling van het bedrag aangepast op grond van de index van de consumptieprijzen, het referentieindexcijfer zijnde dat van kracht was op de datum van uitbetaling van de toelage door het Waalse Gewest. In geval van verkoop verbindt de aanvrager zich ertoe een clause te doen opnemen in de verkoopakte waarbij de koper de beboste toestand gedurende twintig jaar vanaf de toekenning van de toelage moet behouden.

Art. 3. Iedere aanvraag om toelage wordt gericht aan de directeur van het Centrum van de afdeling Natuur en Bossen waar de eigendom, of eventueel, het grootste deel ervan, zich bevindt. De aanvraag vermeldt de naam, voornamen en adres van de rechthebbende met vermelding van het zakelijk recht en eventueel van zijn gemachtigde.

Daarbij worden gevoegd :

- een uittreksel uit het kadastraal plan waarop de percelen of perceeldelen met de bestanden waarvoor de toelage gevraagd wordt met een rode streep omlijnd worden;
- een uittreksel uit de kadastrale leggers;
- een uittreksel uit een topografische kaart op schaal 1/10 000 of 1/25 000 waarop het (de) betrokken perceel (percelen) in het rood omlijnd zijn;
- de volgende inlichtingen voor iedere te verjongen perceel :
 - 1° de oppervlakte per soort of per geheel van soorten;
 - 2° het of de te verjongen soort(en);
 - 3° in geval van kunstmatige verjonging, de plantafstand;
- een bestek met o.a. de kostprijs (BTW inkl.) van de voorbereidingswerken, de planten, de beplanting en de onderhoudswerken;
- voor de landbouwers in hoofdzaak, de aanvraag om steun om het inkomensverlies te compenseren ten gevolge van bebossing van landbouwgrond.

Een ontvangstmelding wordt aan de aanvrager binnen vijftien dagen toegestuurd.

Om te genieten van de toelage eigen aan doelstellingen nrs 1 en 5B moet het dossier ingediend worden vóór 1 augustus 1999.

Art. 4. Er mag slechts één aanvraag per rechthebbende en per kalenderjaar ingediend worden. In geval van onverdeelde wordt deze laatste en niet iedere mede-eigenaar aanzien als rechthebbende. Elke aanvraag mag een of meerdere percelen inhouden.

Art. 5. Vanwege de indiening van zijn aanvraag geeft de aanvrager machtiging aan het personeel van de afdeling Natuur en Bossen de plaatsen te bezoeken en ter plaatse over te gaan tot de aangepaste wijze van controle, na verwittiging van de rechthebbende.

Indien de aanvrager de toepassing van dit artikel weigert of verhindert, wordt de toelage hem geweigerd.

Art. 6. De afdeling Natuur en Bossen geeft haar goedkeuring over de aanvraag binnen zestig dagen vanaf de ontvangst van het volledig dossier, na controle ter plaatse door de directeur van het Centrum of zijn afgevaardigde. Om in aanmerking te komen voor een toelage mogen de werken enkel beginnen na de betekening van deze goedkeuring.

De aanvrager kan bij aangetekende brief een beroep indienen bij de inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen tegen de beslissing tot weigering van de goedkeuring of indien de directeur van het Centrum geen beslissing heeft genomen binnen de voorziene termijn. De inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen beschikt over een termijn van zestig dagen om een beslissing bekend te maken aan de aanvrager bij aangetekende brief. Bij gebreke hiervan is de beslissing geacht gunstig te zijn.

Art. 7. § 1. In geval van kunstmatige verjonging wordt de toelage vereffend in twee schijven :

— De 1ste schijf is gelijk aan 50 % van het in artikel 10, § 3 en § 4 bedoeld forfaitair bedrag, na ontvangst van de facturen betreffende de aankoop van planten en van de officiële erkenningsbewijzen van de herkomsten.

— De 2de schijf is gelijk aan het verschil tussen het totaal bedrag van de facturen en/of de loonfiches, eventueel aan een maximum gebonden overeenkomstig artikel 10, en het bedrag dat als 1ste schijf vereffend werd. Deze 2de schijf wordt vereffend na controle van de uitvoering der werken door de directeur van het Centrum of door zijn afgevaardigde en op voorlegging door de aanvrager van de eensluidend verklaarde copies van gekwiteerde facturen en/of van de loonfiches en van een samenvattende opgave.

Zij zal plaatsvinden na controle tussen 1 juni en 30 september van het tweede vegetatiejaar na het einde van de werken indien :

— wat betreft de kunstmatige verjonging, het groeipercentage ten minsten het in artikel 8 vermelde minimum behaalt. Om dit groeipercentage te bereiken kan de vereffening van de 2de schijf met één jaar uitgesteld worden;

— het verjongd perceel in goede vegetatiestaat is en voldoende vrij is om ernstige waarborgen voor de toekomst te bieden.

De toelagen voor verjongingswerken uitgevoerd door landbouwers in hoofdzaak op door hen gebruikte landbouwgronden kunnen vereffend worden op grond van een in artikel 10 vermeld forfaitair bedrag, behalve voor planten waarvoor een factuur geëist wordt.

§ 2. Wat betreft de natuurlijke verjonging wordt de toelage in één keer vereffend overeenkomstig de hierboven vermelde voorwaarden voor de uitbetaling van de 2de schijf en indien 60 % van de oppervlakte is ingezaaid, waarbij de dichtheid overeenstemt met de vereiste beplantingsnormen. Indien de natuurlijke verjonging verzekerd is kan de vereffening plaatsvinden binnen het vegetatiejaar.

Art. 8. De hierna volgende tabel vermeldt de boomsoorten die in aanmerking komen voor een toelage en, voor elk soort, het minimum en maximum aantal planten per are.

Met de instemming van en volgens de voorschriften van de Afdeling Natuur en Bossen kan het minimum aantal planten echter verminderd worden indien zij o.a. van buitengewone genetische kwaliteit zijn of indien individuele beschermingen het rechtvaardigen.

Tabel — Betoelaagbare loofboomsoorten

	Naam	Aantal planten per are	
		Min	Max
Elsbes	<i>Sorbus torminalis</i>	1	6
Zwarte els	<i>Alnus glutinosa</i>	10	20
Zachte berk	<i>Betula pubescens</i>	10	20
Ruwe berk	<i>Betula pendula</i>	10	20
Bitternoot	<i>Carya sp</i>	1	6
Haagbeuk	<i>Carpinus betulus</i>	10	25
Tamme kastanje	<i>Castanea sativa</i>	10	25
Zomereik	<i>Quercus robur</i>	10	25
Amerikaanse eik	<i>Quercus rubra</i>	10	25
Wintereik	<i>Quercus petraea</i>	10	25
Gewone esdoorn	<i>Acer pseudoplatanus</i>	10	20
Es	<i>Fraxinus excelsior</i>	10	20
Beuk	<i>Fagus sylvatica</i>	16	33
Zoete kers	<i>Prunus avium</i>	10	20
Noteboom	<i>Juglans regia</i>	1	6
Hybride noteboom	<i>Juglans intermedia</i>	1	6
Zwarte walnoot	<i>Juglans nigra</i>	1	6
Grauwe abeel	<i>Populus canescens</i>	2	7
Ratelpopulier	<i>Populus tremula</i>	2	7
Euramerikaanse populieren	<i>Populus euramericana</i>	1	2
Interamerikaanse populieren (1)	<i>Populus interamericana</i>	1	2
Gewone robinia	<i>Robinia pseudacacia</i>	10	20
Schietwilg	<i>Salix alba</i>	10	20
Grootbladige linde	<i>Tilia platyphyllos</i>	10	20
Kleinbladige linde	<i>Tilia cordata</i>	10	20
Tulpeboom	<i>Liriodendron tulipifera</i>	1	6

(1) trichocarpa inbegrepen

Tabel — Betoelaagbare naaldboomsoorten

	Naam	Aantal planten per are	
		Min	Max
Groene Douglas	<i>Pseudotsuga menziesii</i>	10	20
Fijnspar	<i>Picea abies</i>	10	20
Sitka spar	<i>Picea sitchensis</i>	10	20
Europese lork	<i>Larix decidua</i>	10	20
Japanse lork	<i>Larix kaempferi</i>	6	20
Hybride lork	<i>Larix eurolepis</i>	6	20
Koekelare den	<i>Pinus nigra ssp. nigra var. Koekelare</i>	16	25
Corsicaanse den	<i>Pinus nigra ssp. Laricio var. corsicana</i>	16	25
Zwarte Oostenrijkse den	<i>Pinus nigra ssp. nigra var. Austriaca</i>	16	25
Gewone den	<i>Pinus sylvestris</i>	16	25
Reuzen Zilverden of Vancouverden	<i>Abies grandis</i>	10	20
Veredelde den	<i>Abies procera</i>	16	25
Zilverden	<i>Abies alba</i>	16	25
Reuzen levensboom	<i>Thuja plicata</i>	16	20
(Westerse) Helmlock	<i>Tsuga heterophylla</i>	16	20

Art. 9. Om bebouwingsredenen of voor de verbetering van de biodiversiteit komen de natuurlijke of kunstmatige verjonging van niet in artikel 8 vermelde inheemse boomsoorten in aanmerking voor toelagen ten belope van de bedragen voorzien voor de andere loofbomen overeenkomstig artikel 10, § 2 en § 3. De toelage wordt echter toegekend voor maximum 20 % van het totaal aantal planten van de verjonging van de belangrijkste soorten.

Er wordt enkel rekening gehouden met deze verjongingen indien zij overeenstemmen met de door de Afdeling Natuur en Bossen vastgestelde plaatselijke edafische en weersomstandigheden.

Art. 10. § 1. De verschillende werken die in aanmerking komen voor subsidie zowel voor loofhout als voor naaldhout zijn de volgende :

- de grondvoorbereiding voor de beplanting of natuurlijke verjonging;
- de aankoop van planten, het vervoer en het greppelen inbegrepen;
- de aanplanting;
- de bescherming tegen het wild;
- de aanvulling (planten en aanplantingen);
- de zuivering
- de eerste mechanische of met handkracht verrichte vrijstellingen met uitzondering van de scheikundige vrijstelling.

§ 2. Het maximaal bedrag van de toelagen per hectare en per in acht genomen werken ten belope van de voorgelegde facturen is het volgende :

Betoelaagbare werken	Inlandse eiken en beuk	Overig loofhout en naaldhout
Grondvoorbereiding	18 000	10 000
Planten	35 000	20 000
Planting	20 000	15 000
Bescherming tegen wild	28 000	16 000
Aanvulling	9 000	5 000
Per vrijstelling	17 000	10 000
Zuivering	20 000	12 000

§ 3. Het totaal bedrag van de toelage is beperkt tot :

75 000 BEF/ha voor de inlandse eiken en voor beuk;

40 000 BEF/ha voor het overige loofhout, met inbegrip van de bebouwingssoorten en met uitzondering van de inter- en euramerikaanse populieren;

10 000 BEF/ha voor de inter- en euramerikaanse populieren, alsook voor het naaldhout

Voor een verjonging van naaldhout moet ten minste 10 % van de oppervlakte verjongd worden met loofhout, onder de vorm van rijen, stroken of groepen. Dit loofhout wordt gesubsidieerd tegen een percentage dat hun eigen is

§ 4. De in punt 2 vastgestelde bedragen worden verhoogd met 5 000 BEF/ha in de twee volgende cumuleerbare gevallen :

a) planting van een betrouwbare Belgische herkomst, behalve wat betreft de inter- en euramerikaanse populieren.

b) hetzij op niet agrarische terreinen gelegen in de landelijke gebieden die in aanmerking komen om recht te hebben op een steunregeling van de Europese Gemeenschappen als doelstelling nr. 5B, hetzij op niet agrarische terreinen gelegen op het grondgebied dat aanspraak kan maken op doelstelling 1, zoals omschreven bij Verordening (EEG) nr. 2081/93 van de Raad van 20 juli 1993 tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 2052/88 betreffende de taken van de Fondsen met structurele strekking, hun doeltreffendheid alsmede de coördinatie van hun bijstandsverlening onderling en met die van de Europese Investeringsbank en de andere bestaande financieringsinstrumenten.

hetzij om de bestaande bosbestanden uit te breiden indien de bebossing het gevolg is van een ruilverkavelingsoperatie overeenkomstig de wet van 22 juli 1970 of de wet van 12 juli 1976

§ 5. Wanneer een eigenaar of een beheerder een gezamenlijk dossier indient voor ten minste drie rechthebbenden met afzonderlijke rekeningen wordt een bijkomend bedrag van 2 000 BEF per persoon toegekend. In dat geval moeten de betrokken bestanden zich in een straal van 10 km bevinden. Dit supplement kan eventueel de in § 3 en § 4 van dit besluit bedoelde begrenzing met een gelijk bedrag verruimen.

§ 6. De toelage mag niet berekend worden op een bedrag hoger dan het bij de aanvraag gevoegde bestek

Art. 11. Dit besluit is niet cumuleerbaar met andere bestaande steunregelingen voor gelijkaardige werken

Art. 12. Voor de bebossing van agrarische terreinen worden de aanvragen om toelage enkel toegekend na de inkrachttreding van het toepassingsbesluit van artikel 41 van het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, gewijzigd bij het decreet van 30 juli 1992, waarin bepaald wordt dat de bebossing onderworpen is aan een bouwvergunning.

Art. 13. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991 betreffende de toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de verjonging van loofboomsorten is opgeheven.

Art. 14. § 1. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*

§ 2. Artikel 10, § 4, b), 1ste lid, is evenwel van toepassing tot 1 augustus 1999

Art. 15. De minister, tot wiens bevoegdheden de bossen behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 17 november 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN